



Circulaire préfectorale n° DRCL-BLE-CP-2019072-0001

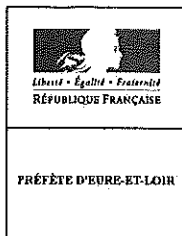
Signée par

Régis ELBEZ, Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir

le 13 mars 2019

**28 – Préfecture d'Eure-et-Loir
DRCL – Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau du contrôle de légalité et des élections**

Circulaire préfectorale relative aux montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction des titulaires de mandats locaux applicables à partir du 1^{er} janvier 2019.



PREFECTURE

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau de la légalité et des élections

CIRCULAIRE du 13 MARS 2019
Rubrique Administration communale
Appelle une réponse : NON
Application ponctuelle : NON

La Préfète d'Eure-et-Loir

à

**Monsieur le Président du Conseil Départemental
d'Eure-et-Loir**
Mesdames et Messieurs les Maires d'Eure-et-Loir
**Mesdames et Messieurs les Présidents des
Etablissements Publics de Coopération
Intercommunale**

Pour information à :

Madame et Messieurs les Sous-Préfets
Monsieur le Directeur Départemental des Finances
Publiques d'Eure-et-Loir
Monsieur le Président de l'Association des Maires et des
Etablissements Publics de Coopération Intercommunale
d'Eure-et-loir
Monsieur le Président du Centre de Gestion de la Fonction
Publique Territoriale d'Eure-et-Loir

OBJET : Montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction des titulaires de mandats locaux applicables **à partir du 1^{er} janvier 2019**.

REF : Décret n°2017-1736 du 21 décembre 2017 portant report de la date en vigueur de certaines dispositions statutaires relatives à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations et applicables aux fonctionnaires de l'État, aux fonctionnaires territoriaux et aux fonctionnaires hospitaliers.
Décret n°2017-1737 du 21 décembre 2017 modifiant l'échelonnement indiciaire de divers corps, cadres d'emplois et emplois de la fonction publique territoriale, et de la fonction publique hospitalière.
Circulaire NOR INTB9200118C du 15 avril 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux.
Circulaire préfectorale du 5 avril 2017 relative aux montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction de mandats locaux applicables au 1^{er} janvier 2017.
Circulaire préfectorale DRCL/BLE-CP-2018066-0001 du 7 mars 2018 relative à l'indice de référence applicable pour le calcul des indemnités des mandats locaux 2018.

P.J. : Tableaux



La présente circulaire a pour objet d'apporter aux collectivités les informations utiles pour la mise en œuvre des plafonds d'indemnités de fonction des élus locaux à partir du 1^{er} janvier 2019.

En effet, les montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction des élus locaux sont revalorisés à compter du 1^{er} janvier 2019 en application du nouvel indice brut terminal (indice brut 1027) de la fonction publique prévu par le décret n°2017-85 du 26 janvier 2017 portant modification du décret n°82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique et du décret n°85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation, publié au journal officiel de la république française du 27 janvier 2017.

Les tableaux annexés à la présente circulaire précisent les nouveaux barèmes indemnitaires, qui se substituent à ceux annexés à la circulaire préfectorale du 5 avril 2017 citée en référence.

Pour les délibérations indemnitaires faisant référence à **l'ancien indice brut terminal 1022 ou à des montants en euros, une nouvelle délibération est nécessaire**. J'appelle votre attention sur l'illégalité d'une délibération qui serait rétroactive.

Je vous rappelle que les conditions d'octroi des indemnités de fonction sont régies, pour chacune des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale et assimilés, par les articles du code général des collectivités territoriales mentionnés dans les annexes.


Par ailleurs, en cas de cumul de mandats, la part représentative pour frais d'emploi s'élève à **991,80 €¹** et le plafond indemnitaire pouvant être perçu est de **8 434,85 €²**.

Pour les élus locaux de communes de moins de 3500 habitants, quel que soit le nombre de mandats qu'ils exercent, s'ils n'ont pas bénéficié du remboursement des frais de transport et de séjour prévu par l'article L.2123-18 du code général des collectivités territoriales, ce montant est porté à **1 507,14 €³**.

Mes services restent à votre disposition pour vous apporter toute information complémentaire.

Bien Sincèrement

La Préfète
Pour La Préfète,
Le Secrétaire Général,



Régis ELBEZ

1 Conformément au 1^{er} alinéa de l'article 81 du code général des impôts.

2 Conformément aux articles L.2123-20, L.3123-18, L.5211-12, L.O.6224-3, L.O.6325-3, L.O.6434-3, L.7125-21, L.7227-22 du code général des collectivités territoriales.

3 Conformément à l'article 4 de la loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019.

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES MAIRES*(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er janvier 2019)**Art. L. 2123-23 et L. 2511-35 du Code général des collectivités territoriales*

| POPULATION (nombre d'habitants) | TAUX (en % de l'IB 1027) | INDEMNITE BRUTE (en euros) |
|---|-------------------------------------|---------------------------------------|
| Moins de 500 | 17 | 661,20 |
| De 500 à 999 | 31 | 1 205,71 |
| De 1 000 à 3 499 | 43 | 1 672,44 |
| De 3 500 à 9 999 | 55 | 2 139,17 |
| De 10 000 à 19 999 | 65 | 2 528,11 |
| De 20 000 à 49 999 | 90 | 3 500,46 |
| De 50 000 à 99 999 | 110 | 4 278,34 |
| 100 000 et plus (y compris Marseille et Lyon) | 145 | 5 639,63 |
| Maires d'arrondissement (Marseille et Lyon) | 72,5 | 2 819,82 |

- Majoration maximale de l'indemnité des maires de communes de 100 000 habitants et plus : 40 % = 2 255,85 €

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES ADJOINTS AU MAIRE*(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er janvier 2019)**Art. L. 2123-24, L. 2511-34 et L. 2511-35 du CGCT*

| POPULATION (nombre d'habitants) | TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1027) | INDEMNITE BRUTE (en euros) |
|---|---|---------------------------------------|
| Moins de 500 | 6,6 | 256,70 |
| De 500 à 999 | 8,25 | 320,88 |
| De 1 000 à 3 499 | 16,5 | 641,75 |
| De 3 500 à 9 999 | 22 | 855,67 |
| De 10 000 à 19 999 | 27,5 | 1 069,59 |
| De 20 000 à 49 999 | 33 | 1 283,50 |
| De 50 000 à 99 999 | 44 | 1 711,34 |
| De 100 000 à 200 000 | 66 | 2 567,00 |
| Plus de 200 000 | 72,5 | 2 819,82 |
| Adjoint au maire d'arrondissement (Marseille et Lyon) | 34,5 | 1 341,84 |

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES CONSEILLERS MUNICIPAUX*(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er janvier 2019)*

| TYPE DE COMMUNE | TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1027) | INDEMNITE BRUTE (en euros) |
|--|--|---------------------------------------|
| Marseille, Lyon (art. L. 2511-34 du CGCT) | 34,5 | 1 341,84 |
| Communes de 100 000 habitants et plus : conseillers municipaux (art. L. 2123-24-1-I du CGCT) | 6 | 233,36 |
| Communes de moins de 100 000 habitants : conseillers municipaux (art. L. 2123-24-1-II du CGCT) | 6 (dans l'enveloppe maire + adjoints) | 233,36 |
| Ensemble des communes : conseillers municipaux délégués (art. L. 2123-24-1-III du CGCT) | indemnité comprise dans l'enveloppe budgétaire maire + adjoints | |

Montant mensuel correspondant à l'indice brut 1027 au 1er janvier 2019 : 3 889,40 €

(pour mémoire : montant annuel = 46 672,81 €)

(Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 -- JORF du 27 janvier 2017)

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES CONSEILLERS DEPARTEMENTAUX

(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er janvier 2019)

Art. L. 3123-16 du CGCT

| POPULATION (nombre d'habitants) | TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1027) | INDEMNITE BRUTE (en euros) |
|--------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|
| Moins de 250 000 | 40 | 1 555,76 |
| De 250 000 à moins de 500 000 | 50 | 1 944,70 |
| De 500 000 à moins de 1 million | 60 | 2 333,64 |
| De 1 million à moins de 1,25 million | 65 | 2 528,11 |
| 1,25 million et plus | 70 | 2 722,58 |

- Président du Conseil départemental (Art. L. 3123-17 du CGCT) : IB 1027 majoré de 45 % = 5 639,63 €
- Vice-président ayant délégation de l'exécutif du Conseil départemental ou du Conseil de Paris (Art. L. 3123-17 du CGCT) : indemnité de conseiller majorée de 40 %.
- Membre de la commission permanente (Art. L. 3123-17 du CGCT) : indemnité de conseiller majorée de 10 %.

NB : Le barème des conseillers départementaux s'applique aux conseillers régionaux dans les régions d'outre-mer (Art. L. 4432-6 du CGCT).

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES CONSEILLERS REGIONAUX

(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er janvier 2019)

Art. L. 4135-16 du CGCT

| POPULATION (nombre d'habitants) | TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1027) | INDEMNITE BRUTE (en euros) |
|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|
| Moins de 1 million | 40 | 1 555,76 |
| De 1 million à moins de 2 millions | 50 | 1 944,70 |
| De 2 millions à moins de 3 millions | 60 | 2 333,64 |
| 3 millions et plus | 70 | 2 722,58 |

- Président du Conseil régional (Art. L. 4135-17 du CGCT) : IB 1027 majoré de 45 % = 5 639,63 €
- Vice-président ayant délégation de l'exécutif du Conseil régional (Art. 4135-17 du CGCT) : indemnité de conseiller majorée de 40 %.
- Membre de la commission permanente (Art. L. 4135-17 du CGCT) : indemnité de conseiller majorée de 10 %.

Montant mensuel correspondant à l'indice brut 1027 au 1er janvier 2019 : 3 889,40 €
(Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 -- JORF du 27 janvier 2017)

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE

- Président de l'Assemblée de Corse et président du conseil exécutif (Art. L. 4422-46 du CGCT) : IB 1027 majoré de 45 % = 5 639,63 €
- Membre du conseil exécutif (Art. 4135-17 du CGCT) : indemnité de conseiller territorial majorée de 40 %.
- Membre de la commission permanente de l'Assemblée (Art. L. 4135-17 du CGCT) : indemnité de conseiller majorée de 10 %.
- Conseiller de l'Assemblée de Corse (Art. L. 4422-46 du CGCT) : taux maximal de 60 % de l'IB 1027 = 2 333,64 €

ASSEMBLEE DE GUYANE

- Président de l'Assemblée de Guyane (Art. L. 7125-20 du CGCT) : IB 1027 majoré de 45 % = 5 639,63 €
- Vice-président ayant délégation de l'exécutif de l'Assemblée de Guyane (Art. L. 7125-20 du CGCT) : taux maximal de 57,6 % de l'IB 1027 = 2 240,29 €
- Membre de la commission permanente (Art. L. 7125-20 du CGCT) : taux maximal de 50,4 % de l'IB 1027 = 1 960,26 €
- Conseiller de l'Assemblée de Guyane (Art. L. 7125-19 du CGCT) : taux maximal de 48 % de l'IB 1027 = 1 866,91 €

ASSEMBLEE DE MARTINIQUE

- Président de l'Assemblée de Martinique et président du conseil exécutif (Art. L. 7227-20 et L. 7227-21 du CGCT) : IB 1027 majoré de 45 % = 5 639,63 €
- Vice-président de l'Assemblée de Martinique et conseiller exécutif (Art. L. 7227-20 et L. 7227-21 du CGCT) : taux maximal de 72 % de l'IB 1027 = 2 800,37 €
- Conseiller de l'Assemblée de Martinique (Art. L. 7227-19 du CGCT) : taux maximal de 60 % de l'IB 1027 = 2 333,64 €

CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-BARTHELEMY CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-MARTIN CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

- Président du Conseil territorial (Art. L.O. 6224-2, L.O. 6325-2 et L.O. 6434-2 du CGCT) : IB 1027 majoré de 45 % = 5 639,63 €
- Vice-président ayant délégation de l'exécutif du Conseil territorial (Art. L.O. 6224-2, L.O. 6325-2 et L.O. 6434-2 du CGCT) : indemnité de conseiller majorée de 40 %.
- Membre de la commission permanente (Art. L.O. 6224-2, L.O. 6325-2 et L.O. 6434-2 du CGCT) : indemnité de conseiller majorée de 10 %.
- Conseiller territorial (Art. L.O. 6224-2, L.O. 6325-2 et L.O. 6434-2 du CGCT) : taux maximal de 50 % de l'IB 1027 = 1 944,70 €

Montant mensuel correspondant à l'indice brut 1027 au 1er janvier 2019 : 3 889,40 €
(Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 -- JORF du 27 janvier 2017)

ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE A FISCALITE PROPRE :
COMMUNAUTES URBAINES
COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION
METROPOLES

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES PRESIDENTS

(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er janvier 2019)

Art. L. 5211-12, L. 5215-16, L. 5216-4, R. 5215-2-1 et R. 5216-1 du CGCT

| POPULATION (nombre d'habitants) | TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1027) | INDEMNITE BRUTE (en euros) |
|--|---|---------------------------------------|
| De 20 000 à 49 999 | 90 | 3 500,46 |
| De 50 000 à 99 999 | 110 | 4 278,34 |
| De 100 000 à 199 999 | 145 | 5 639,63 |
| Plus de 200 000 | 145 | 5 639,63 |

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES VICE-PRESIDENTS

(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er janvier 2019)

Art. L. 5211-12, L. 5215-16, L. 5216-4, R. 5215-2-1 et R. 5216-1 du CGCT

| POPULATION (nombre d'habitants) | TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1027) | INDEMNITE BRUTE (en euros) |
|--|---|---------------------------------------|
| De 20 000 à 49 999 | 33 | 1 283,50 |
| De 50 000 à 99 999 | 44 | 1 711,34 |
| De 100 000 à 199 999 | 66 | 2 567,00 |
| Plus de 200 000 | 72,5 | 2 819,82 |

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES DELEGUES

| POPULATION (nombre d'habitants) | TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1027) | INDEMNITE BRUTE (en euros) |
|---|--|---------------------------------------|
| De 100 000 à 399 999 habitants <i>(Art. L. 5215-16 et L. 5216-4 du CGCT)</i> | 6 | 233,36 |
| De 400 000 habitants au moins <i>(Art. L. 5215-17 et L. 5216-4-1 du CGCT)</i> | 28 | 1 089,03 |
| Communautés de moins de 100 000 habitants : conseillers communautaires <i>(Art. L. 2123-24-1-II du CGCT)</i> | 6 (dans l'enveloppe présidents + vice- présidents) | 233,36 |
| Ensemble des communautés : conseillers communautaires délégués <i>(Art. L. 2123-24-1-III du CGCT)</i> | indemnité comprise dans l'enveloppe budgétaire présidents + vice-présidents | |

Montant mensuel correspondant à l'indice brut 1027 au 1er janvier 2019 : 3 889,40 €
 (Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 -- JORF du 27 janvier 2017)

COMMUNAUTES DE COMMUNES

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES PRESIDENTS

(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er janvier 2019)

Art. L. 5211-12 et R. 5214-1 du CGCT

| POPULATION (nombre d'habitants) | TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1027) | INDEMNITE BRUTE (en euros) |
|------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|
| Moins de 500 | 12,75 | 495,90 |
| De 500 à 999 | 23,25 | 904,29 |
| De 1 000 à 3 499 | 32,25 | 1 254,33 |
| De 3 500 à 9 999 | 41,25 | 1 604,38 |
| De 10 000 à 19 999 | 48,75 | 1 896,08 |
| De 20 000 à 49 999 | 67,5 | 2 625,35 |
| De 50 000 à 99 999 | 82,49 | 3 208,37 |
| De 100 000 à 199 999 | 108,75 | 4 229,72 |
| Plus de 200 000 | 108,75 | 4 229,72 |

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES VICE-PRESIDENTS

(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er janvier 2019)

Art. L. 5211-12 et R. 5214-1 du CGCT

| POPULATION (nombre d'habitants) | TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1027) | INDEMNITE BRUTE (en euros) |
|------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|
| Moins de 500 | 4,95 | 192,53 |
| De 500 à 999 | 6,19 | 240,75 |
| De 1 000 à 3 499 | 12,37 | 481,12 |
| De 3 500 à 9 999 | 16,5 | 641,75 |
| De 10 000 à 19 999 | 20,63 | 802,38 |
| De 20 000 à 49 999 | 24,73 | 961,85 |
| De 50 000 à 99 999 | 33 | 1 283,50 |
| De 100 000 à 199 999 | 49,5 | 1 925,25 |
| Plus de 200 000 | 54,37 | 2 114,67 |

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES DELEGUES

| DELEGUES DES COMMUNES au conseil des communautés de communes | TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1027) | INDEMNITE BRUTE (en euros) |
|--|--|-------------------------------|
| Communautés de moins de 100 000 habitants : conseillers communautaires (Art. L. 2123-24-1-II du CGCT) | 6 (dans l'enveloppe présidents + vice- présidents) | 233,36 |

Montant mensuel correspondant à l'indice brut 1027 au 1er janvier 2019 : 3 889,40 €

(Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 -- JORF du 27 janvier 2017)

METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE

- Régime indemnitaire des métropoles de droit commun.
- Les présidents des conseils de territoire sont de droit vice-présidents du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ils entrent en compte dans la détermination de l'enveloppe indemnitaire. (Art. L. 5218-6 du CGCT)
- Vice-présidents des conseils de territoire (Art. 5218-6 du CGCT) : taux maximal de 33 % de l'IB 1027 = 1 283,50 €

METROPOLE DU GRAND PARIS

- Régime indemnitaire des métropoles de droit commun.
- Présidents d'un établissement public territorial (Art. L. 5219-2-1 du CGCT) : taux maximal de 110 % de l'IB 1027 = 4 278,34 €
- Vice-présidents d'un établissement public territorial (Art. L. 5219-2-1 du CGCT) : taux maximal de 44 % de l'IB 1027 = 1 711,34 €
- Conseiller d'un établissement public territorial (Art. 5219-2-1 du CGCT) : taux maximal de 6 % de l'IB 1027 = 233,36 € (dans l'enveloppe présidents + vice-présidents)

COLLECTIVITES TERRITORIALES A STATUT PARTICULIER : METROPOLE DE LYON

- Président du Conseil de la Métropole (Art. L. 3632-4 du CGCT) : IB 1027 majoré de 45 % = 5 639,63 €
- Conseiller métropolitain (Art. L. 3632-3 du CGCT) : taux maximal de 70 % de l'IB 1027 = 2 722,58 €
- Vice-président ayant délégation de l'exécutif du Conseil de la Métropole (Art. L. 3632-4 du CGCT) : indemnité de conseiller majorée de 40 %.
- Membre de la commission permanente (Art. L. 3632-4 du CGCT) : indemnité de conseiller majorée de 10 %.

VILLE DE PARIS

- Maire de Paris (Art. L. 2511-34-1 du CGCT) : taux maximal de 192,5 % de l'IB 1027 = 7 487,10 €
- Adjoint au maire de Paris (Art. L. 2511-34-1 du CGCT) : taux maximal de 128,5 % de l'IB 1027 = 4 997,88 €
- Conseiller de Paris (Art. L. 2511-34-1 du CGCT) : taux maximal de 90,5 % de l'IB 1027 = 3 519,91 €
- Conseiller de Paris investis des fonctions de maire d'arrondissement (Art. L. 2511-35-1 du CGCT) : taux maximal de 128,5 % de l'IB 1027 = 4 997,88 €
- Maire d'arrondissement qui n'est pas conseiller de Paris (Art. L. 2511-35-1 du CGCT) : taux maximal de 72,5 % de l'IB 1027 = 2 819,82 €
- Adjoint au maire d'arrondissement qui n'est pas conseiller de Paris (Art. L. 2511-35-1 du CGCT) : taux maximal de 34,5 % de l'IB 1027 = 1 341,84 €

Montant mensuel correspondant à l'indice brut 1027 au 1er janvier 2019 : 3 889,40 €
(Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 -- JORF du 27 janvier 2017)

**ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE SANS FISCALITE PROPRE :
SYNDICATS DE COMMUNES
SYNDICATS MIXTES COMPOSES EXCLUSIVEMENT DE COMMUNES ET D'ETABLISSEMENTS
PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE**

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES PRESIDENTS

(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er janvier 2019)

Art. L. 5211-12, R. 5212-1 et R. 5711-1 du CGCT

| POPULATION (nombre d'habitants) | TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1027) | INDEMNITE BRUTE (en euros) |
|--|---|---------------------------------------|
| Moins de 500 | 4,73 | 183,97 |
| De 500 à 999 | 6,69 | 260,20 |
| De 1 000 à 3 499 | 12,2 | 474,51 |
| De 3 500 à 9 999 | 16,93 | 658,48 |
| De 10 000 à 19 999 | 21,66 | 842,44 |
| De 20 000 à 49 999 | 25,59 | 995,30 |
| De 50 000 à 99 999 | 29,53 | 1 148,54 |
| De 100 000 à 199 999 | 35,44 | 1 378,40 |
| Plus de 200 000 | 37,41 | 1 455,02 |

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES VICE-PRESIDENTS

(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er janvier 2019)

Art. L. 5211-12, R. 5212-1 et R. 5711-1 du CGCT

| POPULATION (nombre d'habitants) | TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1027) | INDEMNITE BRUTE (en euros) |
|--|---|---------------------------------------|
| Moins de 500 | 1,89 | 73,51 |
| De 500 à 999 | 2,68 | 104,24 |
| De 1 000 à 3 499 | 4,65 | 180,86 |
| De 3 500 à 9 999 | 6,77 | 263,31 |
| De 10 000 à 19 999 | 8,66 | 336,82 |
| De 20 000 à 49 999 | 10,24 | 398,27 |
| De 50 000 à 99 999 | 11,81 | 459,34 |
| De 100 000 à 199 999 | 17,72 | 689,20 |
| Plus de 200 000 | 18,7 | 727,32 |

Montant mensuel correspondant à l'indice brut 1027 au 1er janvier 2019 : 3 889,40 €
(Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 -- JORF du 27 janvier 2017)

**SYNDICATS MIXTES ASSOCIANT EXCLUSIVEMENT DE COMMUNES, DES EPCI, DES
DEPARTEMENTS ET DES REGIONS**

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES PRESIDENTS

(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er janvier 2019)

Art. L. 5721-8 et R. 5723-1 du CGCT

| POPULATION (nombre d'habitants) | TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1027) | INDEMNITE BRUTE (en euros) |
|--|---|---------------------------------------|
| Moins de 500 | 2,37 | 92,18 |
| De 500 à 999 | 3,35 | 130,29 |
| De 1 000 à 3 499 | 6,1 | 237,25 |
| De 3 500 à 9 999 | 8,47 | 329,43 |
| De 10 000 à 19 999 | 10,83 | 421,22 |
| De 20 000 à 49 999 | 12,8 | 497,84 |
| De 50 000 à 99 999 | 14,77 | 574,46 |
| De 100 000 à 199 999 | 17,72 | 689,20 |
| Plus de 200 000 | 18,71 | 727,71 |

INDEMNITES DE FONCTION BRUTES MENSUELLES DES VICE-PRESIDENTS

(VALEUR DU POINT D'INDICE AU 1er janvier 2019)

Art. L. 5721-8 et R. 5723-1 du CGCT

| POPULATION (nombre d'habitants) | TAUX MAXIMAL (en % de l'IB 1027) | INDEMNITE BRUTE (en euros) |
|--|---|---------------------------------------|
| Moins de 500 | 0,95 | 36,95 |
| De 500 à 999 | 1,34 | 52,12 |
| De 1 000 à 3 499 | 2,33 | 90,62 |
| De 3 500 à 9 999 | 3,39 | 131,85 |
| De 10 000 à 19 999 | 4,33 | 168,41 |
| De 20 000 à 49 999 | 5,12 | 199,14 |
| De 50 000 à 99 999 | 5,91 | 229,86 |
| De 100 000 à 199 999 | 8,86 | 344,60 |
| Plus de 200 000 | 9,35 | 363,66 |

Montant mensuel correspondant à l'indice brut 1027 au 1er janvier 2019 : 3 889,40 €
(Décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 -- JORF du 27 janvier 2017)